

Unité bidépartementale Eure Orne
1 avenue du Maréchal Foch
CS 50021
27000 Évreux

Évreux, le 11/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Société normande d'assainissement et de dépollution (SNAD)

Route d'Ingremare
27400 Heudebouville

Références : 2025-385
Code AIOT : 0003901536

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/11/2025 dans l'établissement Société normande d'assainissement et de dépollution (SNAD) implanté Route d'Ingremare 27400 Heudebouville. L'inspection a été annoncée le 04/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite de récolement de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Société normande d'assainissement et de dépollution (SNAD)
- Route d'Ingremare 27400 Heudebouville
- Code AIOT : 0003901536
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral du 27 février 2023, la SNAD est autorisée à exploiter une installation de transit et de stockage de déchets industriels dangereux (rubrique 3510, 3550, 2718-1), de déchets industriels non dangereux (rubrique 2716-2, 2795-2 à déclaration) ainsi qu'une aire de distribution de carburant (rubrique 1435-2 à déclaration).

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Mise en service	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article chapitre 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Modifications notables	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 1.7.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Air : conception des installations - bâtiment fosses	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 3.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Eau : consommation et conception des installations	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Isolement des réseaux d'assainissements	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.5.8.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
7	Rejet dans réseau public d'assainissement	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 4.3.5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.3.3.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
11	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.3.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
12	Réservoirs	Arrêté Préfectoral du	Demande d'action corrective,	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
		27/02/2023, article 7.5.4	Demande de justificatif à l'exploitant	
13	Volume rétention cuvette	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.5.8.2	Demande de justificatif à l'exploitant	
14	Moyens d'intervention - organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.6	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
15	Diagnostic des sols et surveillance des sols	Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 8.1-2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 4.2.2	Sans objet
8	Inventaire substances dangereuses	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.2.1.	Sans objet
9	Bâtiments et locaux	Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.3.2.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est déroulée le 25 novembre 2025, environ une semaine après le début de la mise en service de l'installation. De nombreux travaux restent à réaliser et sont prévus d'ici la fin de l'année 2025. De nombreuses modifications ont été relevées qui devront être portées à la connaissance de l'inspection dans un dossier à transmettre sous trois mois, sans quoi une procédure de mise en demeure pourra être engagée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise en service

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article chapitre 1.4
Thème(s) : Situation administrative, Mise en service

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant informe monsieur le préfet de l'Eure de la date de mise en service de son installation 1 mois avant le démarrage de celle-ci et lui transmet un bilan des travaux réalisés et actions mises en oeuvre pour respecter le présent arrêté (notamment l'échéancier du titre 9). Le bâtiment n°2 doit être mise en activité sous un délai de 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté. Passé ce délai l'exploitation des fosses de curage et des fosses de stockage actuelles à l'air libre (et figurant sur le plan ci-dessous) est suspendue.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a envoyé un courrier en date du 25 septembre 2025 à la préfecture annonçant la mise en service à compter du 3 novembre 2025. Sur les trois fosses de l'ancienne installation, deux ont été vidées et nettoyées. La troisième contient encore des déchets liquides non dangereux (illustrations 2 à 4). L'exploitant indique que cette dernière fosse sera vidangée d'ici la fin du mois de décembre 2025, précisant qu'il ne lui était pas possible de procéder à la vidange complète des trois fosses tant que la nouvelle installation n'était pas pleinement opérationnelle.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir à l'inspection des installations classées un justificatif de la vidange et du nettoyage des anciennes fosses.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Modifications notables

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 1.7.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modifications notables</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection des installations classées, par téléphone, le 27 octobre 2025, d'une modification de la gestion des eaux de la station de carburant. Contrairement aux dispositions prévues dans le dossier de demande d'autorisation environnementale, ces eaux ne sont pas reliées au réseau d'eaux usées mais sont dirigées vers le bassin de réserve d'eau incendie étanche avant d'être pompées vers le bassin paysagé d'eau pluviale. L'inspection a identifié, lors de sa visite plusieurs divergences entre le projet autorisé et la configuration réelle de l'installation :</p>

- l'absence de construction du bâtiment administratif initialement prévu. Les bureaux en cours de travaux le jour de la visite, seront installés dans les locaux administratifs existants voisins ;
- la relocalisation du bâtiment de stockage des déchets, plus éloigné des habitations ;
- le maintien de la station de carburant à son emplacement initial ;
- les différences entre le plan des réseaux réels et celui présenté dans le dossier de demande d'autorisation environnementale ;
- la mise en place de cuve double parois pour le stockage ;
- l'absence de cuves enterrées destinées à la récupération des eaux de pluviales et à l'approvisionnement de l'air de lavage ;
- les modifications apportées à la configuration générale de l'installation entraîne une modification du périmètre ICPE.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- soit se conformer au dossier de demande d'autorisation préfectorale ;
- soit de déposer un dossier de porter à connaissance comprenant avec tous les éléments nécessaires à l'instruction.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Air : conception des installations - bâtiment fosses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 3.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Air : conception des installations - bâtiment fosses

Prescription contrôlée :

article 3.1.3 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Des mesures préventives, en limitant les émissions odorantes, et curatives par captation et traitement efficace de l'air vicié, sont mises en œuvre. Le bâtiment comportant les fosses de curage et les réservoirs de stockage des déchets est **fermé sur les 4 façades avec mise en place de portes automatiques** et comporte un **système de captation de l'air intérieur** associé à un **traitement adapté et efficace pour les odeurs** (biofiltre ou dispositif équivalent...). Ces dispositions sont mises en œuvre dès mise en service de l'installation.

La dispersion des odeurs doit être limitée le plus possible :

- En réduisant la durée de stockage avant traitement,
- En assurant la fermeture du bâtiment de réception et stockage des déchets, notamment par l'installation de portes automatiques à déplacement rapide et de portes souples à lanières

Constats :

Par rapport au plan du dossier de demande d'autorisation environnementale de 2021, le bâtiment

<p>contenant le stockage des déchets est décalé d'environ 70 mètres en limite de propriété vers l'autoroute, éloignant ainsi le bâtiment des premières habitations.</p> <p>Le bâtiment est fermé sur les quatre faces avec des portes automatiques métalliques. La ventilation est assurée de façon naturelle avec une arrivée d'air en point bas au niveau des portes automatiques (bandes ajourées) et une sortie de l'air à l'opposé à 10 mètres de haut (illustration n°12 et 13 de l'annexe photos). Lors de la visite, une fosse était remplie, aucune odeur n'était perceptible à l'intérieur du bâtiment. Le système de traitement des odeurs n'a pas été mis en place. L'exploitant indique ne pas pouvoir installer un système de traitement sans connaître de valeur de départ.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit réaliser dans l'année de la mise en service et durant la période estivale une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation telle que prescrite à l'article 8.1.6 de l'arrêté préfectoral du 27 février 2023. Il transmettra les résultats à l'inspection des installations classées. Selon les résultats obtenus, il mettra en place un système de captation et de traitement des odeurs.</p> <p>L'exploitant inclura dans le dossier de porter à connaissance tous les éléments permettant à l'inspection des installations classées d'instruire les suites données à ce sujet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Eau : consommation et conception des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 4.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Eau: consommation et conception des installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Article 4.1.1. Origine des approvisionnements en eau</u> L'établissement est alimenté en eau à partir du réseau public. La consommation en eau est estimée à 2 650 m³ par an pour les usages alimentaires, sanitaires, le lavage extérieur des camions (500 m3/an) et l'approvisionnement des réservoirs des hydrocureurs (2 000 m3/an). Afin d'économiser les ressources en eau, les eaux pluviales de toiture sont utilisées pour approvisionner l'aire de lavage.</p> <p><u>Article 4.1.3. Protection des réseaux d'eau potable et des milieux de prélèvement</u> L'ensemble des raccordements de l'établissement au réseau public d'alimentation en eau potable doit être muni de disconnecteurs à zone de pression réduite contrôlable ou de tout autre dispositif équivalent afin d'éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. Cet équipement est mis en place sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Les raccordements au réseau d'adduction d'eau potable et au réseau public d'évacuation des eaux usées devront être réalisés de façon à garantir l'étanchéité. Le bon fonctionnement de ces équipements fait l'objet d'un contrôle annuel.</p>
<p>Constats :</p> <p>A la date de l'inspection, le compteur d'eau dédié à l'installation classée n'était pas encore</p>

installé. L'exploitant a indiqué qu'un décompte sera mis en place début décembre 2025 à côté du disconnecteur n°1. L'exploitant a transmis par courriel du 17 novembre 2025, une facture d'eau relative à la période entre le 27 novembre 2023 et le 05 novembre 2024, attestant une consommation de 4187 m³. Cette consommation dépasse le seuil de 2650 m³ fixé dans l'arrêté préfectoral autorisant l'installation. L'exploitant a également fourni un rapport du 14 octobre 2025, attestant de la conformité du disconnecteur n°1 situé dans le local piste de lavage. Un deuxième disconnecteur doit être installé au niveau de l'arrivée d'eau dans le bâtiment de stockage, au moment de la mise en place du décompte.

Les eaux de toitures ne sont actuellement pas réutilisées pour approvisionner l'aire de lavage, contrairement au projet initial.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- justifier de la mise en place du décompte, et de la conformité du deuxième disconnecteur.
- d'inclure les éléments modifiés dans le dossier de porter à connaissance. Voir demande point de contrôle N°2.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux

Prescription contrôlée :

Article 4.2.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des réseaux publics de collecte sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...),
- les secteurs collectés et les réseaux associés,
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...),
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Constats :

Par courriel du 2 décembre 2025, l'exploitant a transmis le plan général du site sur lequel figurent les différents réseaux. Sur le site, il y a trois séparateurs d'hydrocarbure (illustrations n°6, 7 et 9 annexe photos) :

- n°1 : situé au niveau du bassin paysagé d'infiltration avec une vanne de barrage pour retenir les eaux pluviales de la plateforme en cas d'incendie ;
- n°2 : situé au niveau de la station carburant avant rejet dans le bassin étanche de réserve d'eau d'extinction ;
- n°3 : situé au niveau Sud-Est du bâtiment sur les eaux usées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Isolement des réseaux d'assainissements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.5.8.1

Thème(s) : Risques chroniques, Isolement des réseaux d'assainissements

Prescription contrôlée :

Article 4.2.4. Isolement avec les milieux

Un système doit permettre l'**isolement des réseaux d'assainissement** de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, **signalés** et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par **consigne**.

[...] Un système doit permettre l'isolement des réseaux de collecte, d'assainissement et de traitement des effluents de l'établissement par rapport à l'extérieur. Des **vannes de sectionnement** sont notamment installées en amont des émissaires de rejet des eaux pluviales du site vers le réseau d'assainissement et en amont des noues d'infiltration. Ce dispositif est maintenu en état de marche, **signalé et actionnable** en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis **par consigne**. [...]

Toutes les surfaces où sont susceptibles de transiter des eaux pluviales polluées, des eaux d'extinction ou des écoulements accidentels de produits polluants doivent être étanches et permettre de récupérer ces effluents sur des aires ou dans des bassins étanches et sans possibilité de déversement dans le milieu naturel ou les réseaux publics afin, soit de les traiter avant rejet dans le milieu naturel dans les conditions imposées par le présent arrêté, soit de les éliminer en tant que déchets. Des dispositions doivent également être prises afin qu'en cas de dysfonctionnement des ouvrages de traitement interne des effluents, ceux-ci soient récupérés et ne soient pas rejetés dans le milieu naturel sans traitement préalable approprié.

Constats :

L'ensemble des eaux usées sont dirigées en un point centralisé où sera installée une pompe de relevage automatique. Elle sera équipée d'un bouton poussoir d'arrêt d'urgence et signalées, permettant l'évacuation des eaux usées vers le réseau public. L'arrêt de la pompe garantit l'isolement du réseau eaux usées avec le réseau public, remplaçant l'obturateur automatique prévu initialement sur un réseau gravitaire.

<p>A la mise en service du raccordement des eaux usées sur le réseau public, les fosses septiques actuellement utilisées seront vidangées, nettoyées et ensablées.</p> <p>Une vanne de sectionnement manuelle sera implantée mi-décembre en amont du bassin paysagé. Ce dispositif permettra de contenir les eaux d'incendie souillées sur la plateforme imperméabilisée située entre le bassin et le bâtiment. La topographie de cette plateforme permet de contenir 125 m³ d'eau souillée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs de la mise en place de la pompe de relevage et de la vanne de sectionnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Rejet dans réseau public d'assainissement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 4.3.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejet dans réseau public d'assainissement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de collecte des eaux « usées » du site aboutit à un point de rejet dans le réseau public d'assainissement.</p> <p>Le rejet dans le réseau communal est conditionné à l'accord du gestionnaire des réseaux publics et à l'obtention de conventions de rejets. L'exploitant tient cet accord à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de rejet prévue à l'article L.1331-10 du Code de la santé publique et délivrée par le maire ou le président de l'établissement public compétent en matière de collecte à l'endroit du déversement, après avis de la personne publique en charge du transport et de l'épuration des eaux usées ainsi que du traitement des boues en aval si cette collectivité est différente.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant fourni un document intitulé « bon pour accord » émanant de l'agglomération Seine Eure signé par le propriétaire de la parcelle ZD0115, relatif à la réalisation des travaux de raccordement au réseau public d'assainissement.</p> <p>Bien que ce document puisse laisser entendre un accord implicite du gestionnaire du réseau pour le raccordement, il ne constitue pas un accord au sens réglementaire.</p> <p>Lors de la visite, le raccordement des eaux usées dans le réseau public situé au Nord-Est de la parcelle n'était pas encore réalisé, mais les travaux avaient été programmés (date prévisionnelle : 02/12/2025).</p> <p>La SNAD a déposé une demande d'autorisation de rejets auprès de l'Agglomération Seine Eure et est en attente de réponse.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les deux documents suivant :</p>

<ul style="list-style-type: none"> • l'autorisation de raccordement du gestionnaire du réseau ; • la convention dans laquelle le gestionnaire du réseau fixe les conditions de raccordement à l'exploitant (VLE à respecter, coûts liés à la prestation rendue, surveillance à faire, etc.).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Inventaire substances dangereuses

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Inventaire substances dangereuses
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des matières dangereuses présentes dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les incompatibilités entre substances et mélanges, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte .</p> <p>L'exploitant tient à jour un inventaire des substances ou mélanges dangereux permettant de connaître par localisation (bâtiments, réservoirs, appareils, équipements, etc.) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la nature et l'état physique desdites substances ou mélanges, • leur dangerosité (mentions de dangers), • leur quantité. <p>Cet inventaire est mis à jour a minima quotidiennement. Un plan général des ateliers, des aires et des stockages est annexé à cet inventaire.</p> <p>Cet inventaire est tenu à la disposition permanente de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>L'inventaire des stocks doit permettre de connaître en temps réel le classement du site au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, tel que mentionné à l'article R.511-11 du Code de l'environnement (classement SEVESO).</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant utilise un logiciel qui permet de tenir à jour les quantités de déchets présent sur le site. Le jour de la visite, le stock était de 100 tonnes de déchets dangereux et de 278 tonnes de déchets non dangereux.</p> <p>La cuve de carburant a une capacité totale de 40 000 L et est compartimentée en deux volumes distincts : 30 000 L et 10 000 L.</p> <p>L'AdBlue et l'huile, stockés dans un bâtiment voisin, vont être transférés pour être stockés sur rétention à côté de la station de carburant, de manière à prévenir tout écoulement accidentel vers l'environnement.</p> <p>L'entretien des camions n'est pas réalisé sur le site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Bâtiments et locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.3.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Bâtiments et locaux
Prescription contrôlée : [...] Les sols des aires et locaux de stockage sont incombustibles (classe A1). Les caractéristiques des murs du bâtiment de réception et de stockage de déchets sont REI 120 conformément au plan en annexe. Les percements ou ouvertures effectués dans les murs ou parois séparatifs, par exemple pour le passage de gaines ou de galeries techniques sont rebouchés afin d'assurer un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces murs ou parois séparatifs. L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les certificats du degré coupe-feu des murs .
Constats : Les murs coupe-feu sont localisés sur le plan de stockage. L'exploitant présente, le jour de l'inspection, un document datant du 21 novembre 2025 attestant que les murs coupe-feu en périphérie satisfont à la classification REI120 et que les fosses sont coulées en bétons de classe d'exposition XA2. Par courriel du 2 décembre, l'exploitant a transmis le plan d'évacuation mentionnant l'implantation des murs coupe-feu et délimitant la zone ATEX.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.3.3.
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. <u>Article 7.3.3.1. Zones à atmosphère explosible</u> Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980, portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion, sont applicables à l'ensemble des zones de risque d'atmosphère explosive de l'établissement. Le plan des zones à risques d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques. Les masses métalliques contenant et/ou véhiculant des produits inflammables et explosibles susceptibles d'engendrer des charges électrostatiques sont mises à la terre et reliées par des liaisons équipotentielle.
Constats :

<p>Une partie du bâtiment (côté des déchets dangereux) est classée en zone ATEX. Avant tout dépotage, une corde de terre est utilisée pour relier le camion à la prise terre. (Illustration N°16 de l'annexe photos)</p> <p>La vérification des installations électriques a été programmée pour le 10/12/2025.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les conclusions du rapport de vérification des installations électrique.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : Protection contre la foudre

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.3.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>article 7.3.4.4 Echéance</p> <p>Avant mise en service de l'installation, l'exploitant réalise l'analyse du risque foudre et le cas échéant l'étude technique ainsi que les travaux si nécessaires.</p> <p>Il tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis l'analyse du risque foudre ainsi que l'étude technique. Ces documents ont identifié des travaux à réaliser tel que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'installation d'un nouveau paratonnerre à dispositif d'amorçage sur le bâtiment ; • la réalisation de deux nouveaux circuits de descente et prises terre de paratonnerre ; • la réalisation de l'équipotentialité des prises terres avec la terre des masses ; • la mise en place d'un moyen de comptage et de datage des impacts de foudre par paratonnerre ; • la mise en place d'un parafoudre basse tension de type 1 sur les alimentations électriques principale TGBT ; • etc. <p>L'intervention de la société, pour réaliser l'ensemble des travaux définis dans l'étude technique, est programmée le 8 et 9 décembre 2025. Le 12 décembre interviendra une entreprise pour la vérification initiale.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées le rapport de</p>

vérification initiale de l'installation de protection contre la foudre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 12 : Réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs fixes sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède induite par une éventuelle présence de liquides dans la rétention.</p> <p>Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.</p> <p>Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment par des détecteurs de niveau et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage. Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.</p> <p>Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse.</p> <p>Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, les cuves de stockage n'avaient pas encore été mises en service et demeuraient vides. L'installation ne dispose pas de mesure de niveau. L'exploitant indique rechercher une solution de mesure manuelle et précise que le remplissage des cuves s'effectuera par un seul opérateur, le matin, avant l'arrivée des camions.</p> <p>Les cuves sont ancrées au sol.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place des dispositifs de mesure du niveau de remplissage avec alarme en niveau haut et de fournir les justificatifs.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : Volume rétention cuvette

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.5.8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Volume rétention cuvette
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Une capacité minimale de 340 m³ doit être disponible dans les deux cuvettes de rétentions</p>

des réservoirs de stockages de déchets du bâtiment. L'exploitant doit être en mesure de justifier ces capacités à tout moment. Les systèmes de rétention sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. [...]
<p>Constats :</p> <p>Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a fourni le plan des coupes du bâtiment de stockage sur lequel les capacités de rétention suivante sont indiquées : 330,5 m³ et 550,3 m³. Il manque 10 m³ par rapport au seuil prescrit dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant indique que les cuves installées sont des cuves à double peau.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de vérifier le calcul de ses volumes et de respecter la capacité minimale de 340 m³.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

N° 14 : Moyens d'intervention - organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/2023, article 7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention - organisation des secours
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>article 7.6.1 définition générale des moyens L'établissement met en œuvre des moyens d'intervention conformes à l'étude de danger. L'établissement est doté de plusieurs points de repli destinés à protéger le personnel en cas d'accident. L'exploitant dispose au minimum de poteaux d'incendie et/ou réserves d'eaux et d'extincteurs en qualité et quantité adaptées aux risques. Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité de l'installation et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel, tels que vannes de gaz, coupure d'alimentation électrique, arrêts « coup de poing », etc. sont implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre et/ou sont installés de façon redondante et judicieusement répartis. L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer en permanence la fourniture et la disponibilité des utilités qui concourent à la mise en sécurité des installations et à leur arrêt d'urgence. Les organes principaux doivent prendre automatiquement une position de sécurité en cas de perte d'énergie motrice.</p> <p>article 7.6.3.1 Défense extérieur L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'une réserve d'eau incendie de 150 m³ et d'une réserve d'eau enterrée de 190 m³ permettant de délivrer un débit minimal de 120 m³/h pendant 2 heures. Ces réserves sont conformes aux fiches techniques annexées au règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI). <p>Ces moyens doivent être situés dans l'enceinte de la zone d'activité du Vicomté, à moins de 100 mètres des installations du site et distants entre eux de 150 mètres minimum.</p>

Les moyens de défense extérieure contre l'incendie (hydrants ou réserve d'eau) doivent être **réceptionnés en présence d'un représentant du SDIS**. L'exploitant doit **transmettre un exemplaire de ce rapport au service de prévision** situé 8 rue du Dr Michel Baudoux - BP 613 - 27006 EVREUX CEDEX.

Article 7.6.3.2. Défense intérieure

La défense intérieure doit être conçue pour lutter efficacement contre l'incendie. Elle doit comprendre des moyens suffisamment denses répondant aux risques à couvrir et notamment des extincteurs, appropriés aux risques à défendre, disponibles auprès des zones à risques :

- des extincteurs à eau pulvérisée de 6 litres, des extincteurs de 9 et 6 kg de type ABC, des extincteurs à dioxyde de carbone (CO₂) près des appareils électriques. Les extincteurs doivent être implantés à raison d'un appareil pour 200 m².

Des panneaux de signalisation des extincteurs seront visibles.

Constats :

Par courriel du 17 novembre 2025, l'exploitant a transmis le rapport de contrôle des extincteurs du bâtiment de stockage établi le 10 octobre 2025, ainsi que la déclaration de conformité de l'installation d'extincteurs.

Par courriel du 2 décembre, l'exploitant transmet le plan d'évacuation mentionnant entre autres l'implantation des murs coupe-feu, des extincteurs.

L'exploitant doit installer un organe de coupure de l'alimentation électrique du bâtiment de stockage au niveau du portail d'entrée.

Les moyens de défense incendie ne sont pas encore réceptionnés par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Lors de l'inspection il a été constaté la mise en place du bassin étanche implanté à l'ouest de la parcelle, servant de réserve d'eau d'extinction avec un volume utile considéré de 150m³. Les anciennes fosses serviront de réserve d'eau d'extinction d'ici fin décembre 2025. Le volume utile considéré est de 150 m³ (Fosse 1 // V=100 m³, Fosse 2 // V=50 m³, Fosse 3 // V=25 m³).

L'arrêté préfectoral prescrit un volume total de réserves d'eau d'extinction de 340m³ composé de 150 m³ en réserve de surface et 190 m³ en réserve d'eau enterrée. Actuellement, il manque 40 m³ par rapport aux exigences réglementaires.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de :

- compléter le déficit identifié de 40 m³ soit par augmentation du volume du bassin étanche, soit par création de réserves supplémentaires, permettant d'atteindre le volume total prescrit de 340 m³ ;
- justifier que le volume d'eau des réserves incendie est en adéquation avec le guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau contre l'incendie D9.
- Faire réceptionner les moyens de défense incendie par le SDIS 27 (service prévision d'Evreux).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 15 : Diagnostic des sols et surveillance des sols

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2023, article 8.1-2
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic des sols et surveillance des sols
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la mise en oeuvre des travaux d'aménagement du site (construction du bâtiment, de la nouvelle aire de stockage des déchets...), l'exploitant doit réaliser un diagnostic des sols suite à l'enlèvement des réservoirs enterrés présents afin de détecter une éventuelle pollution des sols. En cas de besoin, un plan de gestion est mis en oeuvre. Ces documents établis par une entreprise certifiée selon la norme NFX31-620 sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception. Lors de ce diagnostic, une vérification de l'éventuelle présence de la nappe des Sables de Cuise est recherchée (celle-ci se situerait entre 7 et 9 mètres de profondeur).</p> <p>Une surveillance périodique de la qualité des sols est effectuée par l'exploitant au moins tous les dix ans. Les prélèvements et analyses sont réalisés par un organisme agréé aux frais de l'exploitant. Cette surveillance est réalisée en adéquation avec les zones à risques et à minima sur les substances recherchées dans le rapport de base :</p> <ul style="list-style-type: none"> • sur brut : hydrocarbures, métaux, composés aromatiques volatils, COHV, HAP, PCB, COT, • sur éluat : pH, métaux, chlorures, fluorures, sulfates et indices phénols. <p>A l'issue de chaque campagne de prélèvements, l'exploitant procède à une interprétation des résultats obtenus portant sur l'évolution des résultats par rapport aux années précédentes et à l'issue de 10 ans de surveillance (soit le prochain pour 2032), un bilan des mesures et de la surveillance, y compris celles des précédentes campagnes de surveillance, accompagné de commentaires sur les évolutions observées, est transmis à l'inspection des installations classées. L'exploitant informe l'inspection des installations classées en cas d'anomalie ou de pollution suite aux résultats des analyses précédemment cités. En cas d'anomalie détectée sur les résultats de mesures, l'exploitant propose un suivi renforcé et des mesures pour déterminer l'origine de la pollution et en réduire les effets.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les cuves enterrées situées en zone 2 (référence du document « État de pollution des sols PJ N°61 », page12) ont été enlevées. Des prélèvements ont été réalisés le 20 novembre 2025 et sont en cours d'analyse.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le rapport complet du diagnostic des sols à l'inspection des installations classées. Le diagnostic doit statuer sur la présence ou l'absence de la nappe des Sables de Cuise.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois